
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 17/3 (1990)

DOI: 10.11588/fr.1990.3.56673

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Auf der Suche nach einem Ausweg hatte die deutsche Regierung frühzeitig inoffizielle Verhandlungen mit dem Vertreter der RSFSR in Berlin, Viktor Kopp, aufgenommen. Band V beginnt mit einer Aufzeichnung aus der Feder des Freiherrn von Maltzan vom 1. Mai 1921 zum Stand der Gespräche. Mangels anderer Alternativen sah sich die Regierung Wirth am 10. Mai dann jedoch zur Annahme des »Londoner Ultimatums (5. 5. 1921)« genötigt. Die Weimarer Republik trat in die Phase der »Erfüllungspolitik« ein, der nicht zuletzt aufgrund der innenpolitischen Lage von vornherein wenig Aussicht auf Erfolg eingeräumt wurde. Der separate Friedensvertrag mit den USA vom 25. August brachte keine wesentliche Entlastung. Er verdeutlichte im Gegenteil den Rückzug Washingtons vom europäischen Schauplatz, der in den folgenden Monaten in erster Linie von Frankreich beherrscht wurde, wie die für das Reich negativen Entscheidungen des Völkerbundes in der Frage der Teilung Oberschlesiens (12. 10. 1921) und der Handhabung der Kontrolle über das Saargebiet schon bald deutlich machen sollten. Band V schließt mit einer Weisung des Auswärtigen Amtes an das deutsche Konsulat in Genf, in Erfahrung zu bringen, welche Pläne die saarländische Regierungskommission unter ihrem französischen Vorsitzenden Rault bei ihren Besprechungen im Völkerbund zu diesem Punkt vorbringen werde.

Band VI, der den Zeitraum vom 1. März bis zum 31. Dezember 1922 umfaßt, steht im Zeichen zweier zentraler Ereignisse: der Konferenz von Genua, an deren Rande es zum Abschluß des deutsch-sowjetischen Vertrages von Rapallo (16. 4. 1922) kam und den Bemühungen um eine Lösung des Reparationsproblems in Form eines Moratoriums. Im Unterschied zu Großbritannien und den USA zeigte sich Paris in diesem Punkt wenig gesprächsbereit. Frankreichs neuer Regierungschef Poincaré begegnete im August 1922 in London dem deutschen Begehren, das von britischer Seite vorsichtig unterstützt wurde mit der Forderung nach »produktiven Pfändern«. Mit Rücksicht auf die Lage im Innern war die Reichsregierung indessen zu weiteren Zugeständnissen nicht bereit, solange nicht zuvor die Frage der Besetzung des Rheinlandes geklärt worden sei. Zusätzlich noch verschärft durch die im Herbst immer schneller voranschreitende Inflation befand sich die deutsche Politik Ende 1922 in einer Sackgasse. Das von Wirth 18 Monate zuvor initiierte Konzept der Erfüllungspolitik war angesichts der unnachsichtigen Haltung Frankreichs gescheitert.

Die hier nur kurz skizzierten Höhepunkte können nicht mehr sein als ein grober Anhaltspunkt angesichts der Vielzahl der Ereignisse, die in diesen drei Bänden dokumentiert werden. Die Edition liefert Aufschlüsse über Ursachen und Hintergründe der deutschen Politik in dieser schwierigen Phase, nicht zuletzt dank eines sorgfältigen Anmerkungsapparates, der auf bereits an anderer Stelle abgedruckte Unterlagen – insbesondere die Akten der Reichskanzlei – verweist. Wie gewohnt vorbildlich sind Inhaltsverzeichnis und Namensregister. Zu bedauern ist lediglich, daß wie schon bei den vorherigen Bänden¹, auf eine kurze inhaltliche Einführung verzichtet wurde.

Stefan MARTENS, Paris

Gerhard SCHULZ, Zwischen Demokratie und Diktatur. Bd. 1: Die Periode der Konsolidierung und der Revision des Bismarckschen Reichsaufbaus 1919–1930, Berlin, New York (Walter de Gruyter) 1987, VIII–689 p.

Qu'il se soit trouvé un éditeur pour proposer au public allemand, à un quart de siècle d'intervalle, la nouvelle édition – certes revue et complétée – d'un livre consacré aux dix premières années de la République de Weimar, est déjà un indice de l'intérêt de cet ouvrage. C'est son sous-titre, plus que son titre, qui indique au lecteur sur quoi Gerhard Schulz fait porter son investigation: la structure du Reich, les relations conflictuelles et controversées

¹ Vgl. dazu die Besprechung der Bände I–III in: FRANCIA 13 (1985) S. 891–893.

entre Etats (Länder) et Reich, en essayant de préciser quel type de fédéralisme avait été institué par la Constitution de Weimar. L'auteur montre bien quelles tensions la structure politique établie en 1919 a dû subir au cours des dix années qu'il analyse: tensions provoquées par les tentatives de certains Etats, la Bavière notamment qui voulait réduire les compétences du Reich au profit des siennes (en matière de police, d'administration notamment), et le désir du gouvernement central d'aller vers un Etat unitaire.

Fort naturellement c'est la période 1919-1924 – celle où est élaborée et mise en place la Constitution de Weimar – qui est plus longuement étudiée (450 pages sur 600). Lorsqu'on discute en 1930 d'une réforme éventuelle, ni la Bavière, ni la Prusse ne sont disposées à modifier le statu quo, chacun de ces deux Etats craignant qu'une réforme n'aboutisse à réduire ou à rogner ses prérogatives.

Gerhard Schulz n'étudie pas le problème de la structure du Reich en juriste, mais en historien. Il montre en quoi et comment les députés de l'Assemblée constituante ont modifié l'héritage bismarckien. Surtout il étudie quelles forces sociales et politiques sont intervenues, à chaque crise, au lendemain de la Révolution de Novembre comme au moment du putsch hitlérien de Munich, et dans quel sens elles ont orienté la République de Weimar. De sorte que c'est finalement l'histoire des dix premières années de ce régime qui est évoquée ici, tout comme, dans le deuxième tome de *Zwischen Demokratie und Diktatur*, paru tout juste avant cette réédition et dont nous avons précédemment rendu compte¹, étaient analysés les forces et les événements politiques qui annoncent la crise qui sera fatale à la République.

En quelques pages d'une précision et d'une concision remarquables l'auteur montre par exemple les raisons et les conséquences du pacte conclu en novembre 1918 entre Groener et Ebert, entre le haut commandement militaire et les dirigeants de la social-démocratie (p. 54-64), ou situe à leur juste place les conseils d'ouvriers et de soldats qu'il considère à bon droit comme un «intermède».

On a certes déjà étudié les avatars du projet de Constitution établi par Hugo Preuss et influencé par Max Weber. Gerhard Schulz souligne que «les 129 délégués des gouvernements» réunis à Berlin le 25 janvier 1919 pour discuter des structures futures du Reich «représentaient davantage l'ancien régime que la révolution» (p. 142), et dans sa conclusion il souligne encore que «la Constitution élaborée par l'Assemblée nationale de Weimar a servi à consolider [l'état de choses existant], à liquider la révolution qui avait à peine commencé» (p. 608, voir également p. 210). Pour expliquer ce processus au cours duquel le souci de continuité l'emporte sur celui de faire œuvre novatrice, Schulz insiste sur le poids des cadres administratifs, de ce *Beamtentum*, que l'expression «corps de fonctionnaires» ne traduit qu'imparfaitement en français. Selon lui les ministres prussiens n'étaient guère plus que les porte-parole de leurs *Beamten* (p. 105-106) et ceux-ci attachaient plus d'importance aux institutions qu'à la Constitution (p. 107). Le passage de la monarchie à la République fut facilité à ces commis de l'Etat, en ce sens qu'il se traduisit souvent par une augmentation de leurs émoluments (p. 209). Récapitulant les forces qui décidèrent de l'avenir du régime, Schulz peut écrire que «les hauts fonctionnaires faisaient partie des forces sociales dominantes sous Weimar, tout autant que les hommes de la grande industrie et de la banque, les gros agrariens de l'est de la Prusse, les grands de la presse et les chefs des principaux partis» (p. 208). Le poids des partis est cependant relativisé puisque «une majorité parlementaire est impuissante quand elle se heurte par exemple à l'opposition de l'armée et des milieux économiques dirigeants» (p. 25). Un document publié en annexe, le procès-verbal de l'entrevue entre la direction du Reichsverband der deutschen Industrie et le gouvernement du Reich (28. nov. 1927), illustre l'influence considérable de ces milieux économiques dirigeants sur la vie politique allemande (p. 665-672).

Ces quelques notations prouvent qu'à travers les problèmes du fédéralisme et de l'Etat centralisé, c'est du devenir même de la République de Weimar qu'il est question. G. Schulz

1 Voir FRANCIA 16/3 (1989) S. 232-234.

explique comment et pourquoi le régime constitutionnel weimarien n'a pas pris profondément racine, comment de ce fait il a pu être vidé de son contenu et remplacé par le III^e Reich avec l'accord tacite d'une partie des forces politiques et sociales. Au delà de l'époque étudiée, l'ouvrage de G. Schulz aide à comprendre certaines particularités de la République fédérale: le particularisme bavarois par exemple. Son étude du fédéralisme ouvre même des perspectives plus lointaines: il peut en effet susciter des réflexions sur ce que pourrait être, à longue échéance il est vrai, une solution de ce qu'on appelle à l'ouest »la question allemande«.

Gilbert BADIA, Paris

Stephen A. SCHUKER, *American »Reparations« to Germany, 1919–1933. Implications for the Third-World Debt Crisis*, Princeton, N. J. (Princeton University Press) 1988, V–170 S. (Princeton Studies in International Finance, 61).

Der Titel des Buches ist offenbar auf einen Überraschungseffekt aus und nimmt dafür eine Unstimmigkeit in Kauf. Natürlich hat Amerika Deutschland von 1919 bis 1933 keine Reparationen gezahlt, auch keine »Reparationen« in Anführungszeichen. Vielmehr hat Amerika, haben im wesentlichen amerikanische Großbanken von 1919 bis 1930 umfangreiche Kredite nach Deutschland gegeben und einen beträchtlichen Teil dort verloren. Die Ursachen des Verlustes waren zunächst die Inflation bis 1923 und dann die Zahlungseinstellung im Dritten Reich, die das Londoner Schuldenabkommen vom Februar 1953 in gewisser Weise bestätigte und legitimierte. Die derart untergegangenen Beträge entsprachen rund zwei Drittel der von Deutschland tatsächlich geleisteten Reparationen. Wenn man so will, hat Amerika zwei Drittel der deutschen Reparationen an die europäischen Gläubiger an Deutschlands statt bezahlt. Oder anders gesehen: Amerika hat der Weimarer Republik unbeabsichtigtweise eine Finanzhilfe im Wert des Vierfachen der Marshallplan-Hilfe gewährt, die Westdeutschland nach dem Zweiten Weltkrieg empfing.

Die Motive des Kreditstroms bei den Kreditgebern und den Kreditnehmern, die Verwendung und die wirtschaftlich-sozialen Wirkungen der Kredite in Deutschland sowie die historisch-politischen Hintergründe der Zahlungseinstellung sind die Gegenstände des historisch-narrativen Hauptteils der Schrift. Die Darstellung ruht – so wie man das von Schuker, der sich ja bereits mit anderen gewichtigen Beiträgen zum gleichen Themen- und Problembereich hervorgetan hat, gewohnt ist – auf ebenso ausgedehnten wie skrupulösen Archivforschungen und auf ebenso souveräner Kenntnis wie reflektierter Auswertung der kaum mehr überschaubaren Literatur. Ganz neu ist sie übrigens nicht. Man konnte eine nur wenig kürzere Fassung bereits in dem von Gerald Feldman herausgegebenen Sammelband über »Die Nachwirkungen der Inflation auf die deutsche Geschichte 1924–1933« (1985) lesen. Dort wie hier weist Schuker einige – freilich nie unumstrittene – Überlegungen und Begründungen der zeitgenössischen Diskussion und der historischen Vergegenwärtigung nicht kurzweg, sondern mit argumentativem Aufwand, am Ende aber entschieden zurück. So wendet er sich gegen die von Keynes inspirierte These, daß es unter den gegebenen Umständen außer der Zufuhr von Auslandskapital keine wirtschaftlich-sozial erträgliche Möglichkeit des Zahlungsbilanzausgleichs in der Weimarer Republik gegeben habe. Die Kredite seien vielmehr dazu verwendet – und verschwendet – worden, die deutsche Industrie zu rationalisieren, ein weltweit unvergleichliches System der sozialen Sicherung zu etablieren und in großem Stil kommunale Wohlfahrtseinrichtungen zu schaffen. Deutschland gönnte sich mit fremdem Geld einen Lebensstandard oberhalb seiner eigenen Produktionskraft. Schuker sagt zwar nicht, daß die Kredite in gleichsam betrügerischer Absicht, aber er stellt fest, daß sie mit bemerkenswerter Gleichgültigkeit gegen die Tilgungsmöglichkeiten aufgenommen und genutzt wurden. Jedenfalls habe – auch dies anders als zuweilen zu lesen – weder die amerikanische Außenwirtschaftspolitik noch manifeste deutsche Zahlungsunfähigkeit aus wirtschaftlichen Gründen die